

## LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES SE TIENNENT AUJOURD'HUI

# Quel avenir pour la Tunisie ?

**Le pouvoir législatif en Tunisie restera-t-il l'apanage des islamistes du parti Ennahda de Rached Ghannouchi ou passera-t-il aux mains des laïcs agglomérés autour de Nidaa Tounès de Beji Caid Essebsi ? Les élections législatives, qui ont lieu ce dimanche, se présentent, en effet, sous le signe patent d'une compétition bipolaire.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) -** L'emprise, depuis novembre 2011, des islamistes d'Ennahda sur la vie législative en Tunisie est-elle un avantage ou un inconvénient pour les ouailles de Rached Ghannouchi ?

Vainqueur des élections pour l'Assemblée constituante (ANC) en novembre 2011, en remportant 90 sur les 217 sièges, le parti islamiste d'Ennahda joue, ce dimanche, sa crédibilité. Son exercice du pouvoir durant la délicate période de transition (2011-2014) laisse, chez beaucoup de Tunisiens, un goût d'amertume. Le discours religieux, saupoudré d'ingrédients populistes, n'a pas été la bonne recette qui allait sortir la Tunisie de son double marasme politique et économique.

Confrontés à la réalité du pouvoir — une mainmise sur l'Assemblée constituante et l'exécutif —, les islamistes d'Ennahda ont vite dévoilé leurs limites. L'année 2013 ne leur a pas été salutaire, en tout cas. Deux années après leur prise du pouvoir, ils vécurent leur premier échec patent : une impasse politique et la mise entre parenthèses des travaux de l'Assemblée nationale constituante (ANC).

Deux dirigeants politiques, opposants aux islamistes, furent tués. Deux assassinats politiques dont les partisans d'Ennahda sont soupçonnés d'implication. L'aura islamiste est sérieusement entachée dans une Tunisie qui résistait à la brutale mue à laquelle Ennahda mais aussi les groupes islamistes radicaux et armés voulaient la soumettre.

Sous la pression de la société civile, dont les ressorts n'ont pas été totalement brisés, les islamistes d'Ennahda ont dû céder et accepter d'abandonner le gouvernement à une équipe de technocrates. Ce délestage politique a rendu

possibles l'élaboration et le vote, en janvier 2011, d'une Constitution consensuelle.

### Les erreurs islamistes, une aubaine pour les laïcs ?

Les électeurs tunisiens se rendraient-ils à un vote-sanction des islamistes qui ont gouvernés depuis 2011 ? Nidaa Tounès, qui se présente en sérieux rival d'Ennahda, compte tirer profit électoral du ressentiment tunisien vis-à-vis des islamistes. Il espère capter la majorité des suffrages des 5,2 millions d'électeurs appelés aux urnes aujourd'hui.

Nidaa Tounès a mené une campagne assez convaincante, en dépit de la suspicion qui pourrait toujours peser sur la sincérité d'un Beji Caid Essebsi, l'homme qui a traversé tous les régimes de la Tunisie indépendante sans coup férir. L'implication dans le processus électoral d'une pléthore de petits partis risque, cela dit, de perturber la prétention électorale de Nidaa Tounès, surtout qu'au sein de ce dernier ont émergé les anciens benalistes.

La bipolarité Ennahda-Nidaa Tounès pourrait en effet être atténuée par la kyrielle de listes qui configureront cette compétition électorale. Les élections législatives en Tunisie enregistrent l'engagement de 1 327 listes avec un total de 13 000 candidats qui se disputent les 217 sièges de député.

### Un scrutin crucial pour la stabilité

Les élections législatives en Tunisie auront des conséquences sur la sécurité du pays et celle des voisins. Une élection réussie aiderait à réduire de l'instabilité politique qui a gangrené la Tunisie et qui a donné prise au terrorisme.



Photos : DR.

Le Premier ministre tunisien Mehdi Jomaa a déclaré hier que «les élections législatives en Tunisie sont porteuses d'espoir» pour tout le monde arabe, en dépit des menaces terroristes. «Nous savons que cette expérience est visée par les extrémistes parce qu'elle est unique dans la région, elle est porteuse d'espoir», a déclaré Jomaa à l'AFP, lors d'une inspection des forces de sécurité et de la logistique électorale dans le nord-est de la Tunisie.

Pour le Premier ministre tunisien, la transition démocratique de la Tunisie, «c'est le contre-projet de ces gens-là, de ces groupes-là, dont ils savent que la réussite de cette expérience est une menace pour eux, non seulement en Tunisie mais dans toute la région».

La police tunisienne est intervenue avant-hier en banlieue de Tunis.

Une opération qui s'est soldée par l'élimination de 6 suspects dont 5 femmes. Pour la surveillance de l'élection, 80 000 soldats et policiers seront déployés.

S. A. I.

## ATTENTAT EN ÉGYPTE

### Sissi accuse des «soutiens de l'étranger»

Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a affirmé samedi que l'attentat suicide ayant tué 30 soldats dans le Sinaï s'est fait avec des «soutiens de l'étranger», alors que l'armée a tué huit djihadistes dans des frappes aériennes, selon des responsables de sécurité.

Vendredi, un kamikaze a lancé sa voiture bourrée d'explosifs sur un barrage militaire situé près d'Al-Arich, le chef-lieu de la province du Nord-Sinaï.

30 soldats ont été tués et 29 blessés dans cette attaque, la plus meurtrière contre les forces de l'ordre depuis plus d'un an.

«Cette opération visant l'armée égyptienne a bénéficié de soutiens de l'étranger», a affirmé M. Sissi sans élaborer après une réunion avec le haut commandement de l'armée. Dès samedi matin, l'armée égyptienne a mené des frappes aériennes dans des zones du nord du Sinaï considérées comme des bastions djihadistes, tuant huit combattants, selon des responsables de la sécurité.

Depuis que M. Sissi a destitué le président islamiste Mohamed Morsi en juillet 2013, l'Égypte est le théâtre d'attentats quasi quotidiens visant les

forces de sécurité. Ces attaques sont principalement revendiquées par des groupes djihadistes qui disent agir en représailles à la sanglante répression qui s'est abattue sur les partisans de M. Morsi depuis son éviction.

Défendant les performances des forces de l'ordre, le président a estimé que cette attaque visait à «briser la volonté du peuple égyptien (...) et de l'armée, le pilier de l'Égypte».

La réunion de M. Sissi avec le haut commandement de l'armée a conduit à la formation «d'un comité de hauts responsables de l'armée pour étudier les circonstances des récentes attaques terroristes dans le Sinaï et en tirer des leçons, afin de renforcer la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes dans tout le pays», selon un communiqué de la présidence.

Après l'attaque de vendredi, les autorités ont décrété un état d'urgence de trois mois sur une partie du nord et du centre de la péninsule du Sinaï, dans un périmètre allant de la ville de Rafah, sur la frontière avec la bande de Gaza palestinienne, à la ville d'Al-Arich.

## SYRIE

### L'EI maintient la pression à Kobané

**Les djihadistes du groupe Etat islamique (EI) tiraient au mortier samedi en direction de la frontière turque, au nord de Kobané, la ville syrienne farouchement défendue par les Kurdes, qui attendent des renforts du Kurdistan irakien.**

L'arrivée à Kobané d'un millier de rebelles syriens, annoncée vendredi par Ankara, semble en revanche très incertaine, les dirigeants kurdes syriens ayant affirmé qu'aucun accord en ce sens n'avait été conclu.

Les djihadistes, qui ont lancé le 16 septembre une vaste offensive dans la région de Kobané, sont entrés le 6 octobre dans la troisième ville kurde de Syrie mais ils n'en contrôlent pour le moment que la moitié.

Ils concentrent depuis plusieurs jours leurs efforts sur le poste-frontière avec la Turquie, située au nord de cette cité devenue le symbole de la résistance à l'EI.

Depuis vendredi soir, les djihadistes tirent des obus de mortier en direction du point de passage, dont ils veulent s'emparer pour couper la ville de la frontière turque.

En réaction, l'armée turque a pris des mesures de sécurité strictes dans le secteur et évacué samedi les collines environnantes, où la presse était déployée, repoussant les médias à plus d'un kilomètre de là.

Moins bien armées et moins nombreuses que les djihadistes, les forces kurdes, qui résistent cependant avec acharnement, doi-



vent enfin recevoir d'ici quelques jours l'aide de peshmergas, des combattants du Kurdistan irakien.

Au nombre de 200 au maximum, selon un porte-parole de cette région autonome, ils devraient transiter par la Turquie, qui a autorisé leur passage.

Mais Ankara refuse toujours de laisser passer des Kurdes d'autres nationalités et d'aider militairement les milices kurdes syriennes qu'elle assimile à des «terroristes», liés aux rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui mènent une guérilla en Turquie depuis 1984.

Dans ce contexte, l'annonce par le président turc de l'arrivée de 1 300 combattants de l'Armée syrienne libre (ASL) — des opposants au président Bachar al-Assad — en renfort à Kobané a été accueillie fraîchement par les

Kurdes syriens. Ces derniers jugent plus judicieux que les rebelles syriens ouvrent d'autres fronts contre les djihadistes en Syrie, afin de «desserrer l'étau autour de Kobané».

Les forces kurdes au sol sont aidées depuis fin septembre par des raids aériens de la coalition internationale, menée par les Etats-Unis.

Selon le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (Centcom), la coalition a procédé à plus de 600 raids aériens et largué plus de 1 700 bombes au total en Syrie et en Irak.

Aidées par un soutien aérien américain, les forces kurdes irakiennes ont pu reprendre samedi aux djihadistes la ville de Zoumar (60 km au nord-ouest de Mossoul) après des semaines de combats

dans cette zone du nord de l'Irak. «Nous avons pu chasser les combattants (de l'EI) du centre» de Zoumar et de 11 villages des environs, a déclaré à l'AFP le général peshmerga Karim Atuti.

En dépit des frappes de la coalition, les djihadistes ont pu enregistrer des avancées dans d'autres secteurs de l'Irak ces derniers jours. Dans le nord, ils assiègent ainsi de nouveau le Mont Sinjar, où sont prises au piège des centaines de familles yazidies.

Au sud de Baghdad, des combats opposaient samedi les djihadistes aux forces gouvernementales, qui tentent de sécuriser un passage emprunté par des centaines de milliers de pèlerins chiites à l'occasion de la fête annuelle de l'Achoura. Huit soldats ont été tués.

Selon un responsable militaire américain, il faudra plusieurs mois avant que l'armée irakienne soit en mesure de lancer une grande offensive pour reprendre le territoire dont l'EI s'est emparé depuis juin.

Pour lutter contre ce groupe extrémiste sunnite, qualifié de «cancer» par le président Barack Obama, les Etats-Unis ont exclu l'envoi de troupes au sol, mais cherchent à renforcer l'armée et les forces kurdes en Irak, ainsi que la rébellion et les Kurdes en Syrie.

Moscou a précisé samedi ne pas avoir donné son accord à l'envoi d'instructeurs russes pour former les troupes irakiennes, comme le lui a proposé le secrétaire d'Etat américain John Kerry, et a réitéré son refus de partager des informations de ses services de renseignement concernant l'EI.